

La politique sociale est comme il l'a dit tributaire de bons instruments. Les gens pratiques de cet univers—et je ne parle pas ici bien sûr des membres du gouvernement conservateur—se rendent compte qu'on ne saurait respecter les promesses faites en matière de politique sociale qu'en utilisant les bons moyens, soit les crédits. Le gouvernement vous répondra qu'il n'a pas d'argent parce qu'il lui faut éponger son déficit. Si c'est là la réponse que le gouvernement vous donne maintenant, et je m'adresse ici à l'honorable député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria), alors pourquoi le gouvernement a-t-il fait ces promesses?

Les députés disent qu'ils ne connaissent pas la situation avant de prendre le pouvoir. Sont-ils incapables de lire? Se sont-ils désintéressés de la scène parlementaire, ont-ils fait preuve de négligence durant les années qui ont précédé leur élection au point de n'avoir jamais pris la peine de lire un budget, de ne pas s'être rendu compte de la grave récession qui a sévi en 1981 et 1982? A l'époque, le gouvernement libéral a épaulé les gagne-petits de ce pays. Il n'a pas laissé tomber les Canadiens de classe moyenne mais a maintenu à leur intention des programmes pour les aider à surmonter cette période difficile. Cela a augmenté considérablement le déficit, mais c'était pour une bonne cause, pour des Canadiens en sérieuses difficultés à l'époque.

En conséquence, les Canadiens en ont assez d'entendre les ministres de l'actuel gouvernement dire qu'ils ne connaissent pas la situation, qu'ils ignoraient l'ampleur du déficit, etc. Voilà assez de balivernes. Ceux qui savent lire seront au courant des chiffres de ces dernières années et savent que le début des années 80 a été difficile pour les Canadiens. Le gouvernement libéral du moment a agi de façon responsable en protégeant le Canadien moyen du mieux qu'il a pu. Nous n'avons sûrement pas retiré aux provinces des milliards de dollars, les empêchant ainsi d'assurer à la population les services qui sont de leur ressort.

Je veux remercier mon honorable collègue de Glengarry—Prescott—Russell d'avoir posé ces très brèves questions. Ayant siégé pendant un certain temps à l'Assemblée législative de l'Ontario, il est bien au courant de leur importance. Comme moi, il a déjà été conseiller municipal avant de devenir député à la Chambre des communes; c'est pourquoi nous savons tous les deux combien ce projet de loi touchera les conseils municipaux et les administrations municipales de tout le pays. Il est inutile de le nier.

En ce qui concerne la politique sociale, je dirai à mon honorable ami que le premier aspect sur lequel nous devrions nous pencher est l'éducation de ce Cabinet, de cette première rangée de têtes vides. Nous devrions leur apprendre ce qu'est une politique sociale et comment ils doivent se comporter envers les Canadiens. Il faut leur dire aussi qu'ils doivent arrêter de faire des films sur le premier ministre s'ils veulent que les Canadiens aient la moindre confiance en eux. En fait, le gouvernement est allé tellement loin que ses mesures pour susciter la confiance sont vaines. Comme je l'ai déjà dit, le premier ministre du Canada et l'actuel Président des États-Unis auront tout le temps voulu pour se filmer après 1988.

### Accords fiscaux—Loi

[Français]

**M. David Berger (Laurier):** Monsieur le Président, j' imagine que le temps alloué aux questions et commentaires est terminé, monsieur le Président? Oui?

**M. le vice-président:** Oui.

**M. Berger:** Et je crois que nous en sommes rendus aux discours . . .

**M. le vice-président:** Oui.

**M. Berger:** . . . d'une vingtaine de minutes, c'est ça?

**M. le vice-président:** Oui.

**M. Berger:** D'accord.

Monsieur le Président, peut-être que la meilleure façon d'amorcer mes commentaires aujourd'hui serait de vous faire part d'un dialogue que j'ai eu, il y a quelques semaines, avec une quarantaine ou une cinquantaine de jeunes à Montréal, où je disais qu'il n'y avait rien qui intéressait plus les jeunes que l'avenir. Mais lorsque les politiciens ou les politiciennes parlent de l'avenir d'un pays, monsieur le Président, ce n'est pas leur avenir qui est en jeu, mais plutôt l'avenir de la jeunesse.

Et je demandais à ces jeunes: Comment se prépare-t-on pour l'avenir? Qu'est-ce que la plupart des parents veulent que leurs enfants fassent? Qu'est-ce que les jeunes ont fait? Qu'est-ce qu'ils font pour se préparer pour l'avenir?

Monsieur le Président, dans mon cas, et dans le cas de plusieurs familles immigrantes que je connais, on se prépare pour l'avenir à l'école.

L'éducation, c'est un peu le passeport pour le succès. A maintes reprises on a dit qu'autrefois la prospérité du Canada était fondée sur nos ressources naturelles. Aujourd'hui, ce sont les ressources humaines qui constituent la principale richesse d'un pays.

Je disais à ces jeunes qu'aussi longtemps que nous allons continuer de tomber en amour, ce sera une ressource inépuisable. Mais l'amour, ce n'est pas assez. Ce n'est pas tout. Il faut l'exploiter cette ressource, sinon, notre avenir sera sombre. Ce qui m'amenait, dans ma conversation, à l'éducation.

Monsieur le Président, dans le monde d'aujourd'hui, le succès est acquis aux pays qui ont une population instruite. Les jeunes de notre pays représentent le produit de l'avenir du Canada.

● (1330)

[Traduction]

Le Canada a-t-il le meilleur système d'enseignement? Préparons-nous nos jeunes à faire face à la concurrence internationale dont nous entendons parler chaque jour? Lorsque j'étais adolescent, j'ai eu la chance d'aller étudier à l'étranger pendant un an. En tant que Canadien, j'étais assez fier du fait qu'au Canada, tout était un peu mieux qu'à l'étranger. Aujourd'hui, je ne suis pas certain que ce soit toujours vrai.

Revenons un peu sur certain des problèmes qui ont été soulevés pendant le débat. L'exode des compétences est en train de devenir un problème grave au Canada.